

## **Honduras, Colombie, Cuba : Les États-Unis s'en tiennent à la doctrine Monroe**

Entrevue d'Arnold August à l'émission Le monde cette semaine, animée par André Pesant sur les ondes de CIBL Radio-Montréal, le 22 novembre 2009

*Par Karine Walsh\* Le 25 novembre 2009*

Alors que le gouvernement étasunien multiplie ses interventions belliqueuses au sud du continent, André Pesant rappelle les origines idéologiques de la politique étrangère étasunienne dans une chronique intitulée Honduras, Colombie, Cuba - les États-Unis s'en tiennent à la doctrine Monroe: toute l'Amérique aux Nord-américains. C'est dans un discours à l'intention des Européens prononcé le 2 décembre 1823, que le président américain républicain James Monroe allait fixer les directives que devait adopter la diplomatie des États-Unis au XIXe et au début du XXe siècle.

Dans le même ordre d'idée, Pesant rappelle le concept d'un proverbe africain emprunté par Roosevelt en 1901 : « Parle doucement et porte un gros bâton ». Roosevelt a employé pour la première fois cette expression au Minnesota State Fair, le 2 septembre 1901, douze jours avant que l'assassinat du président William McKinley ne le propulse à la présidence des États-Unis. Cette doctrine du big stick visait à faire assumer aux États-Unis une place de véritable police internationale, en protégeant ses intérêts en Amérique latine, principalement dans la zone des Caraïbes, et cela en ayant recours à des représailles militaires lorsque jugées nécessaires.

L'animateur constate qu'un siècle après cette affirmation, la même politique du big stick semble toujours en vigueur à une semaine de l'élection présidentielle boycottée par la grande majorité au Honduras : « Pendant que l'impérialisme nord-américain proposait à grand renfort de publicité un marché de dupes au président Zelaya, il prenait le contrôle militaire de la Colombie ». Faisant contraste au silence complice des médias traditionnels de la dite communauté internationale, Pesant souligne « la voix bien vivante de Fidel Castro », faisant ainsi allusion aux récentes réflexions de celui-ci, publiées sur plusieurs sites Internet : « L'annexion de la Colombie aux États-Unis » en date du 6 novembre et « La révolution Bolivarienne et la paix » en date du 18 novembre.

L'invité de Pesant dans le cadre de cette chronique était Arnold August, un journaliste, conférencier, auteur de plusieurs articles sur le coup d'État au Honduras publiés dans des sites Internet alternatifs prestigieux et spécialiste en démocratie participative cubaine. Selon lui c'est effectivement une politique étasunienne agressive qui perdure depuis deux siècles vis-à-vis l'Amérique latine. « Cette politique de contrôle de l'Amérique latine a commencé tout de suite après la guerre d'indépendance des États-Unis de 1787. Même avant le discours de James Monroe en 1823, qui allait définir la ligne de conduite de son pays en matière de politique étrangère, Thomas Jefferson, dès 1807 a déclaré voir en Cuba l'acquisition la plus intéressante pour les États-Unis. Cette politique de contrôle s'applique à toute l'Amérique latine; les visages et les partis au pouvoir changent de temps en temps à la Maison Blanche, mais la politique est demeurée la même. »

Pesant rappelle aux auditeurs la sombre réalité de l'histoire étasunienne, l'héritage historique de la classe dirigeante nord-américaine, une classe esclavagiste qui a bâti sa richesse avec l'importation et l'exploitation éhontée d'esclaves africains. « L'histoire des États-Unis en est une de pillage des ressources naturelles aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, incluant l'extermination des populations autochtones, » a-t-il souligné. En ce qui concerne le Honduras, Pesant remet en contexte la politique étasunienne agressive de domination du continent américain appliquée depuis deux siècles à la lumière des événements actuels, avec d'une part la négociation d'un marché de dupe imposée à Zelaya et d'autre part, l'installation de 7 bases militaires étasunienne en Colombie.

August rappelle alors un des facteurs qui ont menés au coup d'État du 28 juin dernier, c'est-à-dire la décision de Zelaya, avec l'appui du peuple hondurien, de joindre l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques. Selon August, cette décision importante est directement liée au coup d'État au Honduras ainsi qu'à l'installation de base militaires en Colombie. « L'ALBA fut établi il y a 5 ans, en premier lieu par le Venezuela et par Cuba. Il y a eu

depuis un effet de vague du mouvement et d'autres pays sont maintenant membres : le Nicaragua, la Bolivie, l'Équateur, Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Honduras et bientôt le Paraguay, pour terminer avec 10 pays, ce qui n'est pas négligeable. Le fait que le Honduras ait pris la décision de se joindre à l'ALBA, dont les pays membres rejettent la domination politique, économique et militaire étasunienne, fut un affront aux États-Unis que ceux-ci n'ont pas accepté. Le coup d'État contre Zelaya n'était pas une offensive seulement dirigée contre le Honduras, mais contre tous les pays de l'ALBA et même contre tous les pays d'Amérique du Sud. »

Pesant interroge son invité concernant le qualitatif militaire que l'on se garde bien aux États-Unis, dans les milieux dirigeants aussi bien que dans la presse en général, d'associer au coup d'État du 28 juin dernier. August, qui a rédigé quelques articles à ce sujet, en l'occurrence celui intitulé Des points de vue constants de part et d'autre qui convergent vers une seule solution : l'Assemblée constituante, explique l'importance considérable que revêt l'omission du mot militaire :

« Il existe une loi aux États-Unis, plus précisément la section 7008 de la loi sur les budgets, clairement intitulée Coups d'État militaires, qui interdit que des fonds soient engagés ou dépensés pour financer le gouvernement d'un pays où le chef dûment élu a été renversé par un coup d'État militaire ou un décret. En s'abstenant de qualifier officiellement le coup d'État comme étant militaire, Washington se permet de maintenir la porte ouverte pour la tenue des élections du 29 novembre prochain, même si Zelaya n'est pas de retour au pouvoir. La Maison-Blanche se donne aussi le luxe de cultiver le doute planant au-dessus de la tête de Zelaya, quant à ses activités au plan juridique et constitutionnel qui ont conduit au coup d'État. Quoi qu'il en soit, le processus électoral s'annonce pour être un désastre autant pour la clique putschiste que pour l'administration étasunienne».

Faisant référence à un article d'August publié récemment, Pesant a évoqué un communiqué de presse en date du 17 novembre émis par Harris Corporation, qui vient confirmer que Washington est loin de réduire ses efforts de répression et de contrôle de la résistance hondurienne. Effectivement, August souligne que cette entreprise internationale en matière de communications et de technologies de l'information, s'est vu attribuer les opérations de commandement, de contrôle, de communications, de systèmes informatiques et de programme d'entretien du commandement du sud des États-Unis, le SouthCom, pour la force opérationnelle inter-armée Bravo, c'est-à-dire la base aérienne de Soto Cano au Honduras.

August a conclu l'entretien en soulignant la corrélation entre les événements récents en Amérique latine, y compris l'établissement des bases militaires yankees en Colombie : « On doit souligner tout d'abord que la Colombie partage ses frontières avec le Venezuela et l'Équateur, deux autres pays qui bâtissent un système social alternatif et rejettent fermement le néolibéralisme. Rafael Correa, tel que promis lors de son élection, a annoncé récemment la fermeture de la seule base militaire étasunienne sur le territoire d'Équateur, une initiative que Zelaya envisageait au Honduras également. Non loin de là en Bolivie, Evo Morales prend également des positions très pondérées, justes et fortes contre la domination étasunienne sur le continent. On ne peut détacher ces événements : le coup d'État militaire au Honduras et l'établissement de 7 bases militaires étasuniennes en Colombie. J'ai appris ce matin que hier, Micheletti a annoncé clairement que toute personne appelant au boycott des élections au Honduras risque de se ramasser en prison et que le peuple hondurien subit actuellement une augmentation de la répression. » Au bilan de la panoplie d'actes d'agression contre les peuples, August a rappelé le maintien du blocus étasunien contre Cuba, qui prolonge depuis 50 ans la souffrance du peuple cubain en dépit de sa condamnation à l'ONU par une écrasante majorité d'États membres. La base navale de Guantanamo sur le territoire de l'île est également occupée par les forces armées étasuniennes, et cela en toute illégalité depuis plus d'un siècle, alors que Cuba était en tête des visées annexionnistes des États-Unis.

*\*Karine Walsh est une militante pour la justice sociale et co-animatrice de l'émission Dimension Cubaine, de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba, à Radio Centre-Ville à Montréal (Québec).*